

Direction régionale et interdépartementale
de l'Environnement et de l'Énergie en Île-de-France
Unité départementale des Yvelines

Arrêté portant mise en demeure n°2019-48589
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société PIGEON GRANULATS Centre Ile-de-France à SAINT-MARTIN-DE-BRETHENCOURT
(78660) Carrière au lieu-dit « les Terres Salées »

Le Préfet des Yvelines
Officier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°07-177 DDD du 11 décembre 2007 autorisant la société STAR à exploiter une carrière de sables et de graviers sur la commune de Saint-Martin-de-Brethencourt (78660), lieu-dit « Les Terres Salées » pour une durée de trente ans ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 juillet 2016 prenant acte changement d'exploitant, passant de la société STAR à la société PIGEON GRANULATS Centre Ile-de-France dont le siège est situé à Laval (53003) 54 avenue de l'Atlantique -CS 50309, pour les installations susvisées ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 4 décembre 2018 faisant suite à l'inspection du site le 10 octobre 2018 ;

Vu la lettre en date du 4 décembre 2018 transmettant à l'exploitant le projet d'arrêté de mise en demeure pour observations éventuelles ;

Considérant que la société PIGEON GRANULATS Centre Ile-de-France n'a pas émis d'observations sur le projet d'arrêté qui lui a été notifié le 7 décembre 2018 ;

Considérant que lors de la visite de contrôle du site susvisé, l'inspecteur de l'environnement a notamment constaté les faits suivants :

- le stock de la découverte est toujours présent à l'extérieur de l'emprise autorisée de la carrière,
- la situation administrative de l'exploitant concernant ce stock de terres de découverte n'est pas régularisée à ce jour,
- la modification pour l'intégration du stock de la découverte dans l'emprise autorisée de la carrière actuelle est substantielle et nécessite conformément à l'article L181-14 du code de l'environnement le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale unique ;

Considérant que la société PIGEON GRANULATS avait déclaré à la réception du rapport d'inspection, le 19 février 2018, vouloir déposer un dossier de demande d'autorisation environnementale unique d'ici le 19 février 2019 ;

Considérant que, face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-7 du code de l'environnement en mettant en demeure la société PIGEON GRANULATS Centre Ile-de-France dont le siège est situé à Laval (53003) 54, avenue de l'Atlantique – CS 50309 - de déposer un dossier de demande d'autorisation environnementale unique régularisant la situation administrative du stock de terres de découverte situé à l'extérieur de l'emprise autorisée de la carrière, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête

Article 1^{er} : La société PIGEON GRANULATS Centre Ile-de-France dont le siège est situé à Laval (53003) 54 avenue de l'Atlantique – CS 50309, exploitant une carrière de sablon au lieu-dit « Les Terres Salées » sur la commune de Saint-Martin-de-Bréthencourt (78660) est mise en demeure de fournir à l'inspection un dossier de demande d'autorisation environnementale unique régularisant la situation administrative du stock de terres de découverte situé à l'extérieur de l'emprise autorisée de la carrière **pour le 19 février 2019** .

Article 2 : Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ces mêmes articles et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, par le destinataire de la présente décision, dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à la société PIGEON GRANULATS Centre Ile-de-France et publié au recueil des actes administratifs du département des Yvelines.

Copie en sera adressée au :

- secrétaire général de la Préfecture,
- sous-préfet de Rambouillet,
- maire de la commune de Saint-Martin-de-Bréthencourt,
- directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le **28 JAN. 2019**

Le Préfet,

Le chef de l'unité départementale
des Yvelines

Henri KALTEMBACHER